
Scènes de la vie de province. Nationalité et localisme dans le Roussillon du premier XIX^e siècle

Nicolas Berjoan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/3965>

DOI : 10.4000/rives.3965

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Pagination : 119-139

ISBN : 979-10-320-0093-9

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Nicolas Berjoan, « Scènes de la vie de province. Nationalité et localisme dans le Roussillon du premier XIX^e siècle », *Rives méditerranéennes* [En ligne], Varia, mis en ligne le 15 février 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/3965> ; DOI : 10.4000/rives.3965

Scènes de la vie de province. Nationalité et localisme dans le Roussillon du premier XIX^e siècle

Nicolas BERJOAN
Université de Provence

Par le biais d'une excursion rapide dans le monde des élites culturelles du Roussillon, terre catalane annexée à la France en 1659, de leurs marottes et de leurs productions littéraires, cette étude voudrait approcher la manière dont se formule l'identité locale durant les deux premiers tiers du XIX^e siècle. On verra que, de ce point de vue, le fait le plus marquant est le vif patriotisme qui s'exprime dans leurs écrits, et se nourrit d'un complexe de supériorité français vis-à-vis de l'Espagne qu'elles ont parfaitement intégré. Mais cette adhésion à la nation française ne signifie pas qu'elles entendent renoncer à leur originalité culturelle. Sans jamais envisager la culture catalane sous un angle politique, elles essaient de faire valoir leur patrimoine historique et culturel pour gagner en visibilité sur le champ intellectuel national. Par ailleurs, leur allégeance à la France ne les empêche pas de se montrer critiques par rapport à l'extrême centralisation des structures administratives du pays. Les Catalans de France développent donc, à l'instar des Catalans d'Espagne à la même époque, un « double patriotisme » articulant orgueil local et fierté nationale, qui restera le mode le plus répandu de conscience de soi en Roussillon jusqu'à nos jours.

By studying the ideas and publications produced by the cultural elites in Roussillon, a Catalonian region annexed by France in 1659, this article seeks to understand how local identity was perceived during the first two-thirds of the 19th century. In particular, we see, from this perspective, that their writings indicate a strong sense of patriotism, nurtured by feelings of France's superiority that they had adopted vis-à-vis Spain. However, their integration into the French nation did not mean that they denied their cultural origins. Although they never took a political position on the Catalan culture, they did try to promote their Roussillon cultural and historical heritage within national intellectual circles. In addition, their allegiance to France did not prevent their criticizing the country's excessively centralized administrative structures. Catalans in France, like their Spanish counterparts, developed a form of "double patriotism", a combination of local and national pride that remains very widespread throughout Roussillon until the present day.

DEUX TABLEAUX POUR UNE EXPOSITION

Par une belle journée de l'été 1866, l'instituteur roussillonnais Triquéra monte avec l'un de ses amis à bord du train qui, depuis Perpignan, trimbale ses passagers au-dessus des à-pics rougeoyants de la côte rocheuse, jusqu'à la bourgade frontalière de Cerbère. La promenade, à bord d'un des moyens de locomotion les plus emblématiquement modernes de l'époque, est l'occasion pour les deux hommes d'engager une discussion sur les heurs et malheurs qui accompagnent le progrès des techniques. À son compagnon, tenant du traditionalisme moral, qui postule le recul continu de la vertu dans les sociétés humaines à mesure que l'ancienne ruralité est battue en brèche par l'amélioration des transports, Triquéra oppose une analyse inductive, jugeant sur pièce la droiture de différents groupes humains. « Permettez-moi de n'être pas de votre avis [...]. Comparons, si vous le voulez, les traditions du bon vieux temps, religieusement conservées encore, par quelques peuples atteints de léthargie morale, avec les améliorations progressives des nations laborieuses et civilisées. Sans parler de la France, jetez les yeux sur l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique qui est à nos portes : mettez en regard de ces pays l'Espagne, la Turquie, le Mexique où végètent des populations primitives et stationnaires, que bien certainement les progrès de la science et les merveilles de l'industrie n'ont jamais fascinés ni pervertis ; de quel côté trouverez-vous plus de moralité, de bien être, de sécurité ? »¹ La réponse va de soi, les sauvages sont plus retors que les civilisés.

Revenons trente ans plus tôt, en cette fin d'année 1835 où gronde la colère dans les rangs de la toute jeune Société philomatique de Perpignan². À l'occasion de l'assemblée générale, son vice-président, le commissaire à la monnaie Grosset, prend la parole devant un parterre de membres exaspérés. Fermant la séance, il entérine l'idée d'un des sociétaires les plus actifs, le négociant Joseph Sirven, pour faire pièces aux fadaïses répandues par les descriptions provinciales publiées à Paris, qui fleurissent au début du XIX^e siècle³. « Enfin, Messieurs, la proposition

1 Triquéra, *Causerie*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 2 août 1867.

2 La Société philomatique, est fondée fin 1834, au sommet de la vague de création de sociétés savantes décrite par Jean-Pierre Chaline dans *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris, CTHS, 1995. Elle prend en 1841 le nom de Société Agricole, Scientifique, et Littéraire des Pyrénées-Orientales, qu'elle conserve jusqu'à nos jours. J'emploierai, pour désigner cette association, les deux dénominations, selon qu'on se trouvera avant ou après cette date.

3 La vogue des descriptions provinciales dans la première moitié du XIX^e siècle a été analysée par Marie-Vic Ozouf-Marignier, « Le genre "description géographique" et ses équivalents en France dans la première moitié du XIX^e siècle. Productions et finalités éditoriales », dans G. Chabaud, E. Cohen, N. Coquery, J. Pérez [dir.], *Les guides imprimés*

de M. Sirven, adoptée par vous, charge une commission de relever, en ce qui concerne le département, les nombreuses erreurs répandues dans les pittoresques que la Capitale déverse sur la province. »⁴

Les deux épisodes n'ont a priori rien à partager. Ensemble pourtant, dans ce mélange d'assurance française et d'orgueil campaniliste, hérissé par la domination culturelle de Paris, ils permettent d'approcher la conception que les élites intellectuelles du Roussillon, qui ne se distinguent guère, en ces premiers temps du XIX^e siècle, des élites de la fortune et de la politique, se font de l'identité de ce bout de Catalogne qu'est leur patrie, et de la place qu'elle devrait occuper dans le concert des régions françaises. L'historiographie française ne s'est guère intéressée au processus de nationalisation des populations de « l'Hexagone », et au problème que lui a posé le sentiment autochtone dans les provinces périphériques. Comme si la réussite de la construction nationale française, qui l'a fait paraître si « naturelle », avait inhibé les recherches sur la diffusion de l'identité nationale, les contestations et les réticences qu'elle a dû surmonter, les modalités particulières de sa réception dans les régions limitrophes, en les marquant d'un léger parfum de sacrilège⁵. Il a fallu attendre le célèbre ouvrage d'Eugen Weber, *Peasants into frenchmen*, traduits en français en 1983, pour que soit discutée la chronologie de la nationalisation des Français, et les années 1990 pour voir les travaux de Jean-François Chanet et Anne-Marie Thiesse sur l'école républicaine questionner la place du local dans la pédagogie nationale, en révisant les préjugés qui la voulaient systématiquement hostile à toute accommodation régionale⁶. Les décennies séparant la Restauration de l'instauration de la Troisième République sont restées en marge de cet intérêt frémissant, elles ont même été délaissées par les spécialistes du nationalisme français avant que l'étude de Philippe Darriulat sur les « patriotes » ne vienne

du XVI^e au XX^e siècle. Villes, paysages, voyages, Paris, Belin, 2000, pp. 141-153.

4 M. Grosset, *Compte rendu des travaux de 1835*, dans *Bulletin de la Société philomatique*, 1836, p. 15.

5 On lira, à propos du silence qui a entouré les mécanismes de la construction nationale française jusqu'à une date récente, l'article de Celia Appelgate, « A Europe of regions : reflections on the historiography of sub-national places in modern times », dans *The American Historical Review*, 104, octobre 1999, pp. 1157-1182. Elle y retrace les grands moments de l'historiographie française de la nation, passés au révélateur de l'histoire régionale.

6 Je fais référence aux livres d'Eugen Weber, *Peasants into frenchmen. The modernisation of rural France 1870-1914*, Stanford, Stanford University Press, 1976, traduit en français sous l'euphémisme évocateur de *La fin des terroirs*, Paris, Fayard, 1983, Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, et Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1997.

les rappeler à notre attention⁷. C'est que le questionnement sur l'essence de la nation France n'occupe pas alors, comme après 1870, une place cruciale dans l'agenda politique, que l'ardeur nationalisante des pouvoirs publics est tempérée par cette moindre sensibilité et par des moyens médiocres, que les grands vecteurs de propagation de l'identité nationale mis en exergue par Eugen Weber, la route, l'école, l'armée, ne fonctionnent pas à plein régime.

Du double point de vue de son ambition, de sa méthode, et de la séquence temporelle qu'elle considère, l'étude de Peter Sahlins sur l'acclimatation des identités nationales dans la *comarca* montagnarde de Cerdagne, est demeurée une exception⁸. En considérant l'identité nationale comme un moyen utilisé par les communautés villageoises pour obtenir le soutien, dans leurs querelles de voisinage, de représentants des Etats français et espagnol toujours plus soucieux d'affirmer leur autorité sur ce territoire frontalier, il a posé la focale sur les mécanismes endogènes de la nationalisation, tout en portant son regard sur les deux siècles qui séparent l'annexion du Roussillon à la monarchie française, en 1659, du bornage effectif de la frontière en 1868. Le détour que je propose dans le monde des lettres roussillonnaises du premier XIX^e siècle s'inscrit dans la perspective ouverte par Peter Sahlins, dans la mesure où elle se veut une contribution, très modeste, à l'étude de la nationalisation des Français, à partir de cet observatoire original qu'est le Roussillon, terre de culture catalane et de fort particularisme. Mais elle déplace le questionnement de la cave au bureau, en suivant le discours des intellectuels du cru, qui jouent un rôle de médiateurs, introduisant en Roussillon les mots d'ordres politiques et culturels qu'ils reçoivent des centres de production symbolique que sont Paris et Barcelone. Il s'agit de décrire la façon dont ces hommes ont adopté et promu l'identité nationale française, de réfléchir sur quelques-uns des ressorts de cette adhésion, de comprendre la place qu'ils souhaitent voir occupée par leur patrie dans le nouvel espace national. On verra que la situation frontalière et l'image de l'Espagne jouent un rôle prépondérant dans l'élaboration de la conscience roussillonnaise, et que les érudits locaux ont perçu la culture et le patrimoine catalans du Roussillon non pas comme un « fait différentiel » les distinguant du reste de la communauté française, mais comme des ressources à exploiter afin de se tailler une place sur le champ culturel national.

AU BONHEUR DE LA FRANCE

7 Philippe Darriulat, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870*, Paris, Seuil, 2001.

8 Peter Sahlins, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996 (1^{ère} édition 1989). La *comarca* est, à peu de choses près, l'équivalent français de la viguerie

La Grande nation

Si les Catalans du Roussillon sont devenus français, c'est d'abord que leur contrée et les terres adjacentes de Conflent, Cerdagne et Vallespir, ont été conquises par les armes françaises avant d'être cédées à Louis XIV par Philippe IV lors du traité des Pyrénées⁹. C'est, ensuite qu'une lourde occupation militaire et une vigilance de tous les instants sont parvenues à étouffer les révoltes et les complots qui ont tenté, jusqu'à la guerre de Succession d'Espagne, d'ébranler la domination française¹⁰. C'est enfin que l'idée d'un retour dans le giron du roi Catholique a été rendue improbable par l'installation sur le trône d'Espagne d'un Bourbon en 1715, et moins attrayante par l'avance qu'a pris, au cours du XVIII^e siècle, le royaume de France sur son voisin ibérique dans les domaines politique et culturel. Or cette primauté française, chantée par les grandes figures des Lumières, et renforcée par la période révolutionnaire, qui fait de la France le foyer des idées libérales en Europe, ne s'estompe pas avec le nouveau siècle. Au regard d'une Espagne en crise, achevant de perdre son empire dans les années 1820, s'enfonçant dans une guerre civile permanente, la France fait figure de puissance mondiale, bien entrée dans la modernité économique et sociale, et dont la vie politique est relativement pacifiée. Ces destinées divergentes ne sont pas sans influencer les esprits roussillonnais, qui n'ignorent rien des souffrances qu'endurent les Catalans d'Espagne, avec lesquels ils entretiennent des relations étroites.

Fondé en 1815 sur injonction de la préfecture, *Le Journal des Pyrénées-Orientales* reste, jusqu'à la défaite de 1870, le principal organe de la presse locale. C'est un reflet fiable des inclinaisons et des affects d'une classe supérieure roussillonnaise inquiète de révolution sociale et soucieuse d'ordre. Outre son support invariable aux politiques conservatrices, le *Journal* montre une belle constance dans sa défense et illustration de la Grande nation. Chaque crise internationale est l'occasion d'envolées patriotiques qui vantent son esprit chevaleresque et dénonce les agissements délétères de ses ennemis. Comme au printemps 1847, lorsque la France et le Royaume-Uni poussent chacun leur prétendant respectif dans la course au mariage de l'infante Isabelle¹¹. La feuille perpignanaise n'hésite pas à

9 Pour un panoramique de l'histoire roussillonnaise on peut se reporter à la *Nouvelle histoire du Roussillon*, publiée sous la direction de Jean Sagnes, Perpinyà, Trabucaire, 1999.

10 Les premières mesures prises par la monarchie capétienne afin de s'assurer de sa conquête ont fait l'objet de la thèse publiée d'Alain Ayats, *Louis XIV et le pays catalan (1659-1680), frontière politique et frontière militaire*, Canet de Rosselló, Trabucaire, 2002. Les résistances armées et les complots que le nouveau pouvoir a du affronter ont été recensées par Josep Sanabre, *La resistència del Rosselló a incorporar-se a França*, Perpinyà, Trabucaire, 1985 (1^{ère} édition 1970).

11 Sur l'affaire du mariage espagnol, on peut consulter la somme de Pierre Renouvin,

stigmatiser la perfide Albion, qui essaie de se gagner les faveurs de l'Espagne en usant de sa rouerie légendaire, quand la France lui propose une alliance franche, dénuée de tout calcul. « S'il est une nation qui professe hautement et sincèrement ses sympathies pour la cause de la liberté politique des peuples, c'est la France ; et ce qui fait notre nation grande entre toutes les nations, c'est que la manifestation de ses sympathies ne comporte pas d'arrières pensées [...]. S'il est, au contraire, une nation qui, cuirassée de morgue et saturée d'égoïsme, exploite les peuples au nom de ces questions humanitaires, c'est l'Angleterre. »¹² Aussi le chroniqueur du *Journal* « [...] reste stupéfait de l'aveuglement du peuple espagnol »¹³, hésitant à faire un choix qui relève de l'évidence. Il a bien eu à se plaindre, récemment, des ingérences de la France dévoyée de Napoléon et des Bourbons, mais la France s'est réconciliée avec elle-même à l'avènement de Louis-Philippe, et les Espagnols auraient un tort immense de ne pas oublier leurs vieilles rancoeurs pour succomber aux séductions britanniques.

On voit que la mystique nationale professée par Michelet essaime au-delà des secteurs républicains. Ce qui rend la France illustre, c'est son incorruptible humanisme. Son histoire, qui est celle de la liberté et du progrès dans le monde, en fait un guide pour les peuples alentours, et devrait valoir à ses ressortissants une universelle gratitude, explique le rédacteur d'un *Journal* gagné par l'euphorie quarante-huitarde, avant de rejoindre prudemment les rangs du parti de l'ordre après les journées de juin. « Un poète courtisan disait dans le dernier siècle, la lumière nous vient du nord. S'il vivait de nos jours il pourrait dire avec plus de vérité, c'est de la France que vient la lumière. En effet, c'est à son phare lumineux que tous les peuples s'éclairent. Lorsqu'un citoyen de l'ancienne Rome voyageait dans les provinces éloignées, il n'avait besoin que de dire, pour sa sûreté, je suis citoyen romain. De même, à l'avenir, lorsqu'un français visitera les peuples étrangers, il lui suffira de dire pour toute recommandation, je suis citoyen français. »¹⁴

Le pays à la triste figure

Si les Roussillonnais sont fiers d'appartenir à une nation aussi remarquable, la comparaison avec l'Espagne voisine ne leur fait que mieux sentir ce privilège. Non sans afficher une certaine suffisance, ils ont adopté les préjugés faisant de la péninsule ibérique un lieu d'arriération. Ces préjugés, leur expérience des

Histoire des Relations internationales, Tome II (1789-1871), Paris, Hachette, 1994 (1^{ère} édition 1954).

12 *Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 9 juin 1847.

13 *Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 9 juin 1847.

14 *Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 18 avril 1848.

malheurs de l'Espagne ne peut que les alimenter, car chacune des secousses politiques ébranlant la monarchie frontalière, et singulièrement la Catalogne, province agitée entre toutes, provoque une vague d'exils s'échouant sur cette terre refuge qu'est le Roussillon. Depuis les hordes loqueteuses de l'armée de la foi, menées par les figures spectrales des chefs vaincus de la régence d'Urgell, le comte de Mataflorida et le baron d'Eroles, qui se déversent en 1822 en Cerdagne et en Conflent, jusqu'aux partisans de la première république dans les années 1870, les proscrits de la politique espagnole ne cessent de traverser le Roussillon, et de s'y établir quelques fois.

La période d'intense activité diplomatique pendant laquelle les gouvernements français et britannique tentent de s'adjuger l'alliance espagnole par le biais du mariage d'Isabelle, voit se multiplier dans *Le Journal* les articles à propos du pays voisin. Des articles peu amènes en général, même avant que la perspective d'une union de l'Infante et de l'héritier du trône de France ne soit gâtée par les manigances britanniques. Certes la future alliée de la France est en voie de rémission, si l'on considère les troubles qui l'ont affectée dans les décennies précédentes. Le carlisme s'essouffle, l'administration paraît vigoureuse, le gouvernement représentatif a pris racine. Mais trop de choses éloignent encore ce pays du standard de développement de l'Europe septentrionale. « Cela veut-il dire que l'Espagne soit régénérée et qu'elle ait fait justice de tous les abus qui la signalaient à l'Europe comme un monde à part ? Non. Ce n'est pas dans l'espace de quelques années, qui sont à peine des instans dans la vie des peuples, qu'une nation se relève de sa décadence. »¹⁵ Et les mots sont encore plus durs une fois la noce compromise. L'Espagne, qui s'est laissée charmer par les avances britanniques, n'est pas prête de rattraper son retard sur le reste du continent, elle est à classer définitivement au rang des terres ensauvagées. « L'Espagne c'est l'Afrique greffée sur l'Europe. L'Espagne a déjà été bien entamée par la politique envahissante de l'Angleterre, et elle ne le sait pas. »¹⁶

Le crédit de la monarchie ibérique ne grandit pas sous le Second Empire. Non seulement le pays se consume en coups d'Etat, mais il s'offre l'illusion ridicule d'une politique de puissance dont il n'a pas les moyens. Voilà du moins l'opinion d'un rédacteur du *Journal* en 1866, alors que le conflit hispano-chilien touche à sa fin, et que le général Prim essaie d'arracher le pouvoir des mains de Narvaez et O'Donnell. « Ils sont si simples, ces braves Espagnols ! Ils croient si bien ce qu'ils désirent ! Parce que O'Donnell est arrivé au pouvoir par un *Pronunciamento* militaire, ne se sont-ils pas figurés que Prim avait la même chance ? De ce que ces choses là sont impossibles en France, de ce que notre armée est l'appui de la société, la sauvegarde de notre honneur au dehors [...] il ne faut pas s'étonner qu'elles

15 *Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 6 décembre 1846.

16 *Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 8 septembre 1847.

soient si fréquentes chez nos voisins. Les Espagnols sont un peuple étrange : pour un peu de guano, ils ont déclaré la guerre à l'inoffensif Chili, bombardé Valparaiso et brûlé 100 millions de valeurs en partie françaises. Ils construisent des frégates cuirassées, ils entretiennent une armée qui, non seulement est un luxe, mais encore un danger, et ils négligent l'agriculture et l'industrie, qui sont la véritable force des peuples. »¹⁷ Le malheur est qu'ils ne se punissent pas seulement eux-mêmes, à force d'inconséquences, ils pénalisent les intérêts français qui oeuvrent à améliorer leur situation. « Ce sont les Français, les ouvriers français, les ingénieurs français qui font leurs chemins de fer, et ils étouffent, sous les insurrections, les germes de toute prospérité. Il suffit même que notre argent passe les monts, pour qu'il perde une partie de sa valeur. »¹⁸

Au milieu de ce tourbillon de révolutions de palais, de guerres civiles et d'aventures tropicales, l'Empire devrait être aux Espagnols un exemple de bonne police. Une des plumes relevantes du *Journal* de l'époque, A. Blanc, leur propose, après la *Gloriosa revolución* de 1868, de s'inspirer du régime napoléonien pour trouver la stabilité politique qui leur fait défaut, et conseille au général Prim, maintenant aux affaires, « [q]u'il agisse donc, lui aussi, afin de donner au pays un roi qui soit le premier démocrate d'Espagne, comme l'Empereur Napoléon est le premier démocrate de France. »¹⁹ Si la France peut être un modèle pour l'Espagne en 1868, le contraire n'est pas vrai cinq ans plus tard. Après l'échec de la monarchie constitutionnelle que Blanc semblait appeler de ses vœux, l'Espagne s'offre une première expérience républicaine marquée par les soulèvements militaires, les insurrections carlistes et « cantonalistes ». Une expérience qui ne tente guère les conservateurs roussillonnais, ni le journaliste E. Falip. Il attend de Mac Mahon qu'il conjure le péril de la République républicaine, et agite devant ses compatriotes l'épouvantail espagnol, cette figure d'anarchie. « Pour nous, jetons un regard sur cette malheureuse Espagne, livrée à toutes les entreprises des prétendants, spoliée, ravagée par leurs troupes. Lorsque nous réfléchissons à la situation qui nous serait faite si certaines factions réussissaient à affaiblir le gouvernement, en annihilant l'influence de celui qui tient en mains nos destinées, nous ne pouvons nous empêcher de faire des vœux pour que cette main ferme et loyale puisse conserver longtemps encore toute sa vigueur et nous épargne les disgrâces auxquelles est en butte la nation espagnole. »²⁰

Histoire d'une destinée française

17 *Lettres perpignanaïses*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 3 juillet 1866.

18 *Lettres perpignanaïses*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 3 juillet 1866.

19 A. Blanc, *Bulletin politique*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 4 décembre 1868.

20 E. Falip, *Espagne*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 18 mars 1873.

Les élites roussillonnaises du premier XIX^e siècle ont fait mieux que prendre leur parti d'être françaises, elles s'en félicitent d'autant plus qu'elles observent de près les péripéties que traverse le pays voisin. Cette adhésion nationale infuse le récit de l'histoire locale, où il s'agit d'exhiber tous les quartiers de noblesse française d'une portion de Catalogne ayant vécu en symbiose avec les contrées d'outre-Albères depuis le haut Moyen-âge, avant d'en être séparée par la volonté des rois. C'est à quoi vont s'atteler les historiens du Roussillon, en utilisant des arguments déjà rodés par les propagandistes du Grand siècle à la solde du roi capétien, Charles Sorel ou Pierre de Marca²¹.

Cette écriture de l'histoire, toute faite pour valider la destinée française du Roussillon, comporte trois impondérables. Le premier consiste à fabriquer une généalogie raccrochant les habitants du pays à la lignée des grands ancêtres de la nation française, et d'abord aux Gaulois²². On ne sait trop rien de la population protohistorique du Roussillon en ces premières décennies du XIX^e siècle, et ce n'est qu'avec les écrits de l'archiviste Bernard Alart que les Ibères font leur apparition comme lointains habitants de la contrée dans les années 1850²³. Jusqu'alors, on ne fait que répéter l'antienne d'un peuplement originaire celte, en exhibant une citation de Tite-Live pour qui Hannibal aurait rencontré des chefs gaulois à Ruscino, principale cité du pays, après avoir franchi les Pyrénées²⁴. Ainsi François Jalabert, colonel du génie de la Grande armée, vétéran de la Moscova, qui se fend en 1819 d'un petit manuel de géographie historique à l'intention des grands élèves du département. Sous sa plume laconique de militaire les choses sont posées simplement, « [l]a population primitive de ce département était composée de Celtes et de Gaulois-Germains, qui se répandirent dans la Gaule narbonnaise ; sous le nom de Sardones. Le Roussillon demeura réuni à la Gaule narbonnaise jusqu'au démembrement de l'empire romain. »²⁵ Personne ne trouve à redire à ce

21 Charles Sorel, *La deffense des Catalans. Où l'on voit le juste sujet qu'ils ont eu de se retirer de la domination du Royaume d'Espagne. Avec les Droits du Royaume sur la Catalogne et le Roussillon*, Paris, Nicolas de Sercy, 1642, et Pierre de Marca, *Marca hispanica*, Barcelona, Sala i Badal, 1965 (1^{ère} édition 1668).

22 Le cas des Gaulois, ancêtres fantasmés de la nation française, comme celui des Francs, a été évoqué par Kristof Pomian, dans son article « Francs et Gaulois », dans Pierre Nora [dir.], *Les lieux de mémoire*, Tome II, *Les Francs*, Paris, Gallimard, 1997 (1^{ère} édition 1984), pp. 2219-2236, et plus récemment par André Burguière, « L'historiographie des origines de la France. Genèse d'un imaginaire national », in *Les Annales*, janvier 2003, pp. 41-62.

23 Bernard Alart, *Géographie historique du département des Pyrénées-Orientales*, Perpignan, Alzine, 1859.

24 Tite-Live, *Histoire romaine*, Livre XXI, XXIII, Paris, Belles Lettres, 1988, pp. 28-29.

25 François Jalabert, *Géographie du département des Pyrénées-Orientales*, Perpignan, Alzine, 1818, p.19.

raccourci, et certainement pas l'auteur du monument de l'historiographie locale de ces années, l'archiviste provençal Dominique Henry, installé en Roussillon entre 1819 et 1840²⁶. Les deux hommes se rejoignent également pour évoquer un autre moment fondateur de l'histoire française du Roussillon, sa conquête sur d'éphémères envahisseurs musulmans par Pépin le Bref en 759. Présentée comme un ralliement volontaire des populations de la Narbonnaise au pouvoir franc, elle entraîne son intégration dans l'empire carolingien, forme préalable du royaume de France. À en croire Henry, cette ascendance française, doublement ancrée dans l'antiquité gauloise et le Moyen-âge carolingien, a créé un type humain singulier, inassimilable aux populations auxquelles il sera associé par la suite, à cause de la malheureuse décision de Charles le Chauve de constituer, au début du XI^e siècle, la *Marca hispanica* face à la menace musulmane. « Tout attachait le Roussillon à la Narbonnaise : la facilité des communications qui établissait une communauté d'intérêts entre les peuples des deux pays, le souvenir de cette ancienne et longue alliance qui les avaient unis de tout temps contre les peuples de l'autre côté des monts. En rompant ces liens naturels, l'adjonction du comté de Roussillon à la marche d'Espagne rendit les Roussillonnais étrangers à leurs propres compatriotes, sans pouvoir les identifier avec ceux à qui on les forçait à s'allier. »²⁷

Le second passage obligé de cette histoire française du Roussillon est celui de la conquête, ratifiée par le traité des Pyrénées. L'invention préalable d'un ethnotype roussillonnais, absolument distinct des Catalans, permet d'en faire l'aboutissement d'une logique imparable, qui veut que les limites de la monarchie française, donc celles de la nation française, recourent celles de l'ancienne Gaule. Pour Henry, les comtés arrachés par Louis XIV à son futur beau-père sont « [r]econus comme des portions intégrantes du sol français, héritier du sol des Gaules, ces territoires reviennent à leur domaine naturel. Le traité des Pyrénées apparaît donc, dans l'histoire, non comme une de ces transactions, fruits de l'impérieuse nécessité, sanctionnant la séparation d'une province à la suite d'une victoire, et par la seule autorité de la loi brutale du fort, mais comme un acte éclatant de justice, qui, après plusieurs siècles de démembrement, réintègre à son tout homogène une partie de ce tout dont la distraction était contre-nature. »²⁸

Réinscrire l'évènement dans le sens de l'histoire ne suffit pas à effacer tout ce que l'épisode de la conquête présente de contrariant pour la légende dorée nationale, et il reste à faire un sort aux violences qu'ont subies les populations pendant cette période, ainsi qu'aux vives résistances qu'elles ont opposées au nouveau pouvoir jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Pour les premières, les historiens du XIX^e siècle

26 Dominique Henry, *Histoire de Roussillon comprenant une histoire du Royaume de Majorque*, Marseille, Laffitte Reprints, 1974 (1^{ère} édition 1834).

27 Dominique Henry, *Histoire de Roussillon...*ouv. cit, p. 73.

28 Dominique Henry, idem, p. 458.

les taisent la plupart du temps, préférant s'attarder sur le traité de Péronne, signé en 1641 entre les Catalans, sujets rebelles du roi d'Espagne, et la couronne de France, par lequel Louis XIII est fait comte de Barcelone. Il sert d'argument pour présenter le rattachement du Roussillon à la France non comme une prise de guerre, mais comme un acte de volonté, jouant celui de 759. Quant aux révoltes et aux conspirations ayant suivi l'annexion, ils tâchent d'en circonscrire le sens et d'en minimiser l'ampleur. La révolte des *Angelets*, qui a embrasé le Vallespir et le Conflent dans les années 1660, est une classique fureur paysanne pour Henry, une colère résultant de l'introduction de la gabelle, attisée par les agents espagnols au moment de la guerre de Dévolution, et qu'une simple démonstration de force aura suffi à étouffer. « En novembre 1668 il y eut entre les paysans du Vallespir et les Français une affaire assez vive, mais qui n'était que la suite des mouvements séditieux qui avaient éclaté au mois de mai de l'année précédente [...]. Dans cette première émeute du mois de mai, les paysans s'étaient bornés à tuer quelques employés des gabelles [...] mais quand le vice-roi de Catalogne eut pénétré dans le Roussillon, et que ces paysans se sentirent appuyés par leurs anciens compatriotes [...] ils se réunirent en si grand nombre dans le haut Vallespir, que le gouverneur de Roussillon dut marcher contre eux avec les troupes de la province. »²⁹ Les complots ourdis dans les années 1670, eux, découlent du ressentiment éprouvé par quelques familles aristocratiques dont les intérêts sont liés à la monarchie hispanique. De toute façon les résistances s'épuisent vite, et ne peuvent occulter la rapidité avec laquelle les Roussillonnais se sont attachés à leur nouveau maître aux dires des historiens du XIX^e siècle, dont aucun, ou presque, ne contesterait à Henry que « [l]a régénération politique du peuple roussillonnais, ainsi entreprise dès les dernières années du règne de Louis XIV, fut entièrement consommée sous celui de Louis XV [...]. »³⁰

LA MÉLOPÉE PROVINCIALE

Fiers d'appartenir à une puissance mondiale, les Roussillonnais se sont construit une histoire sur mesure, ajustant leur passé au schéma général de l'histoire de France. Cela ne veut pas dire qu'ils acceptent de bon cœur la structure extrêmement centralisée du champ culturel et politique national. Sur le plan culturel, les intellectuels du Roussillon sont ulcérés par les stéréotypes que colporte la littérature géographique publiée à Paris. Ils perçoivent comme

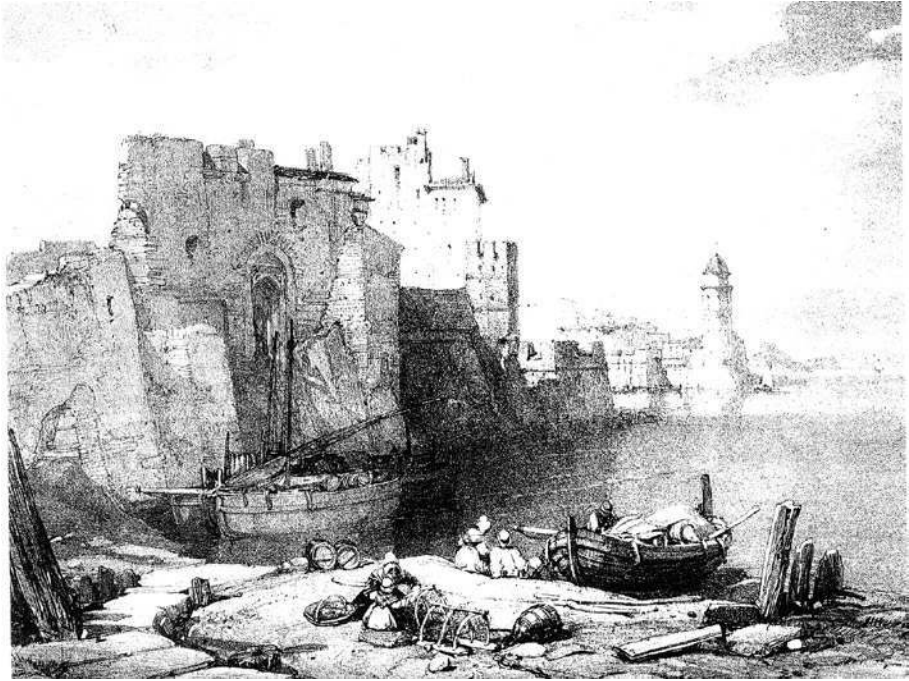
29 Dominique Henry, *Histoire de Roussillon*...ouv. cit, p. 458.

30 Dominique Henry, idem, p. 524. Seul François Jaubert de Passa dans ses *Recherches historiques sur la langue catalane*, Perpinyà, Trabucaire, 2000 (1^e éd. 1824), date le ralliement sentimental des Roussillonnais à la France d'après la Révolution.

une dépossession de leur image ces récits de voyages qui les peignent sous des traits ibériques. Bien décidés à ne pas se laisser assimiler aux Espagnols, dont ils ne cessent de vouloir se distinguer, ils veulent faire de leur passé et de leur langue un patrimoine valorisant, qui devrait leur donner voix au chapitre de la culture nationale. Ils regrettent également que le Roussillon ait perdu son statut de province pour former le département des Pyrénées-Orientales, déclassant Perpignan au rang de morne préfecture.

Soi-même comme un autre

Les premières décennies du XIX^e siècle voient se renforcer la prééminence de Paris sur une carte de la France intellectuelle où le Roussillon est *terra incognita*. Les élites roussillonnaises enragent de cette invisibilité, et leur frustration est le moteur de l'effort qu'elles engagent pour faire valoir le patrimoine de leur patrie.



La parfaite illustration d'une hantise roussillonnaise dans ce croquis « à l'italienne » d'un des ports de la côte rocheuse, dû à Isidore Taylor, et dominé, comme il se doit, par les ruines du premier plan. C'est de Collioure qu'il s'agit évidemment, reconnaissable à son clocher typique, et à son château. Mais les auteurs des *Voyages pittoresques*, parisiens ignorants, le présentent comme une image de Port-Vendres (Charles Nodier, Isidore Nodier, *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France. Le Roussillon*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1989 (1^{ère} édition 1835)).

En même temps qu'elles s'attellent à cette tâche de divulgation, elles tentent de ressaisir l'image de ce territoire, écornée par les publications parisiennes.

Le rapport des intellectuels roussillonnais à la puissance culturelle parisienne ne se réduit pas à la simple confrontation. Il suffit de voir combien la société savante perpignanaise s'enorgueillit de pouvoir compter, sous la monarchie de Juillet, des « membres correspondants » de réputation nationale tel César Moreau, le directeur de la Société de statistique universelle, Louis Pasteur, le peintre Céleste Vien, ou l'enfant du pays, François Arago, qui est fêté avec toute la pompe possible par la compagnie roussillonnaise lors de son retour en Roussillon en septembre 1840³¹. Pouvoir exhiber ces figures prestigieuses, qui ont reçu l'onction capitale, pouvoir se targuer de contacts réguliers avec les institutions rassemblant les beaux esprits des bords de Seine, est un gage de sérieux et de dignité pour les cercles savants provinciaux, une caution que la Société Agricole de Perpignan ne peut pas négliger. Mais c'est l'irritation qui domine chez les Roussillonnais quand il s'agit de juger les productions parisiennes, et particulièrement la littérature s'occupant de recenser les sites et les singularités les plus notables des régions françaises.

Dès la Restauration, les voyageurs reprennent les routes escarpées du Roussillon, et se plaisent à raconter leurs inquiétants périple au creux de ces vallées sombres, peuplées de bandits et de contrebandiers. Bientôt les auteurs de descriptions provinciales se mettent au diapason des touristes. 1835 voit la publication simultanée du volume sur le Languedoc des *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, rédigé par Charles Nodier et illustré par le baron Taylor, dont une partie est consacrée au Roussillon, de celui de la *France pittoresque* d'Abel Hugo dédié au département des Pyrénées-Orientales, et des *Notes de voyages dans le Midi de la France* de l'inspecteur général des monuments historiques, Prosper Mérimée. Une année terrible pour les érudits roussillonnais, qui va les décider à réagir énergiquement en créant, au sein de leur société savante, une véritable commission de censure des publications parisiennes.

Les trois ouvrages sont de facture différente. Mises à part quelques observations sur les mœurs et les tempéraments locaux, les *Notes* de Mérimée sont sèches, techniques, et ciblent précisément les monuments du Roussillon, qu'elles décrivent en interrogeant leur style et leur origine. Taylor et Nodier font plus de place à l'histoire locale, empruntant largement aux travaux de Dominique Henry, quand Abel Hugo est plus disert sur le caractère, les coutumes, et la langue catalane des habitants, ayant bénéficié des lumières de Joseph Tastu, journaliste perpignonais établi à Paris. Tous partagent cependant, aux yeux des savants du Roussillon, les

31 La posture complexe des académiciens provinciaux du XVIII^e siècle, mêlant suivisme et volonté d'indépendance, que Daniel Roche a décrite dans son ouvrage classique, *Le siècle des Lumières en province. Académies et académiciens provinciaux 1680-1789*, Paris, EHESS, 1989, se perpétue dans les premières décennies du siècle suivant.

mêmes horripilants défauts que dénonce Joseph Sirven, en rendant compte des travaux de sa commission, un an après son établissement. « [...] [C]es différens recueils, en parlant de notre département, défigurent notre histoire, estropient nos monumens, enlaidissent nos mœurs, nos usages, et, le plus souvent, nous représentent sous des couleurs mensongères aux yeux de nos contemporains. »³² Ils sont remplis d'erreurs, à l'image du guide de Nodier et Taylor qui prend les tours médiévales de *La Maçana* et *Força Real* pour des ouvrages romains, ou des notes de Mérimée qui font de l'emblématique Castillet de Perpignan une création de Charles Quint, alors qu'il est antérieur de deux siècles au règne de l'empereur. Ils ne rendent pas non plus justice aux richesses patrimoniales du Roussillon, et la publication d'Abel Hugo est exemplaire de ce travers. L'auteur n'a même pas visité le pays, il a bâti sa relation sur des renseignements glanés dans le vieil ouvrage du docteur Joseph-Barthélémy Carrère, paru en 1787³³. Or Carrère était l'homme d'un autre siècle, le grand vent romantique n'avait pas encore découvert à ses yeux les splendeurs de l'architecture médiévale, dans laquelle il ne percevait que de vulgaires amas de pierres. Voilà pourquoi ce médecin pétri d'éducation classique, avait décrit le Roussillon comme un désert monumental, entraînant Abel Hugo dans sa méprise, au grand désespoir de Sirven. Enfin, ils sont tous coupables, dans leur désir, bien romantique celui-là, de restituer la couleur locale, d'avoir peint les Roussillonnais sous des traits ibériques qui arrachent à Sirven une prière douloureuse. « Dieu nous préserve aussi des touristes ! Leurs relations, écrites, le plus souvent, sans une connaissance exacte des contrées qu'ils parcourent en personne ou sur la carte, prêtent toujours le flanc à la critique ou au ridicule. A 200 lieues de Paris, au midi surtout, ils ne se croient déjà plus en France ; ils ont lu cela dans quelque bouquin du XII^e siècle, et ils ont tout cru aveuglément [...]. On a beau leur dire qu'ils doivent franchir les Pyrénées pour atteindre l'Espagne, avec sa superstition exclusive, ses usages, ses mœurs si peu françaises, ils s'obstinent à traiter d'Espagnols les habitants d'en deçà les Pyrénées, et c'est bien pis, ils l'écrivent et le font imprimer. »³⁴

L'agacement que peuvent ressentir les intelligences roussillonnaises à la lecture des descriptions provinciales dit beaucoup de leur conscience d'eux-mêmes et de leurs aspirations. Le complexe de supériorité française qu'ils éprouvent à l'égard des nations de l'Europe méridionale leur rend insupportable d'être renvoyés à un passé hispanique, dont les traces persistent dans la langue, l'architecture, et les mœurs locales. Défenseurs passionnés de leur qualité de français, ils réclament

32 Pierre-Joseph Sirven, *Coup d'œil sur la France pittoresque, le Guide pittoresque du voyageur en France et l'Annuaire de France*, dans *Bulletin de la SASLPO*, 1837, pp.19-20.

33 Joseph-Barthélemy Carrère, *Voyage pittoresque de la France. Province du Roussillon*, Paris, Lamy, 1787.

34 Pierre-Joseph Sirven, *Coup d'œil sur la France pittoresque, le Guide pittoresque du voyageur en France et l'Annuaire de France*, dans *Bulletin de la SASLPO*, 1837, pp. 19-20.

une place sur la carte de la culture nationale. Cette revendication veut s'appuyer sur la valorisation du patrimoine roussillonnais qu'a permis le retournement romantique des sensibilités. Le nouvel engouement pour le Moyen-âge a rendu une valeur à toutes les œuvres que Carrère avait négligées, en même temps qu'il a suscité un intérêt pour les langues romanes³⁵. Un changement de paradigme culturel qui n'a pas échappé aux érudits catalans de France, vantant les lettres de noblesse de leur idiome, et se démenant pour rappeler que la poésie catalane n'a rien à envier à celle des troubadours occitans, que les travaux de Friedrich Diez et de l'académicien provençal François Raynouard ont portée au pinacle³⁶. François Jaubert de Passa, hobereau des Aspres, qui a gardé de ses années de formation parisienne des relations privilégiées avec le monde des lettres de la capitale, publie en 1824 une étude sur l'histoire du catalan dans le bulletin de la Société Royale des Antiquaires de France. Son article annonce le programme de toute une génération de philologues qui, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, tâcheront de démentir le propos de Raynouard selon lequel l'occitan serait la matrice de toutes les langues latines, du catalan aussi bien que du français, et l'art du « trobar » la source de la poésie catalane. Ses théories se sont largement répandues dans les cercles savants de l'Europe, et Jaubert, qui prétend, au contraire, que la « fin amor » est née dans l'entourage des comtes de Barcelone, de regretter que « [...] telle est la force de l'opinion parmi les écrivains qui ont fait des recherches sur la poésie provençale, que tandis qu'ils peuvent suivre ses progrès dans l'Histoire d'Espagne, ils persistent à attribuer exclusivement aux trouvères de Provence, des succès qui furent plus particulièrement l'ouvrage des juglars catalans, oubliant sans doute que cette première langue poétique était née dans des climats étrangers, et que son berceau était le palais de Barcelone. »³⁷

Les ambitions des érudits roussillonnais, on le comprend, ne s'arrêtent pas à quêter une renommée pour leur patrie en exhumant ses monuments linguistiques les plus prestigieux, elle est aussi, en mettant en lumière ses splendeurs, de s'en proclamer les spécialistes légitimes. Blâmer les erreurs ou les lacunes dont fourmillent les publications parisiennes, c'est dénoncer la légèreté d'écrivains mondains qui n'ont pas pris le temps de consulter les savants du cru, et se sont contentés de colporter de vieilles fables en cours dans le pays. Mérimée est sévèrement tancé par l'une des figures les plus ombrageuses du petit monde intellectuel Perpignanais,

35 L'engouement dont bénéficie l'étude des langues romanes au début du XIX^e siècle est bien décrit par Charles Camproux, *Histoire de la littérature occitane*, Paris, Payot, 1971.

36 Sur les études philologiques de François Raynouard, on peut consulter les articles de Jean-Baptiste Marcellesi, « Le romantisme de Raynouard », et René Merle, « Raynouard et la graphie du provençal, une rupture culturelle », dans *Lengas*, 42, 1997, pp.45-53 et pp. 55-58.

37 François Jaubert de Passa, *op. cit.* (cf note 30)

un professeur du Collège nommé Pierre Puiggari, qui lui reproche, dans les pages du *Publicateur des Pyrénées-Orientales*, journal littéraire auquel participent les membres les plus actifs de la Société philomatique des années 1830, d'avoir repris sans discernement la légende faisant du pont de Céret un ouvrage wisigothique alors qu'il date du XIV^e siècle, et d'avoir interprété les inscriptions funéraires du cloître d'Elne avec la plus grande fantaisie. Ce faisant, il provoque l'une de ces violentes polémiques remuant le microcosme de l'érudition perpignanaise à intervalles réguliers. Celle qui aura l'issue littéraire la plus heureuse. En effet, Mérimée, qui a bénéficié des lumières de François Jaubert de Passa lors de son voyage en Roussillon, laisse d'abord à son ami le soin de répondre point par point aux accusations de Puiggari, avec lequel il engage un duel épistolaire, par presse interposée, à coup de gnose latine et de commentaires épigraphiques. Sa réponse viendra plus tard, puisque son bref séjour roussillonnais, et les piques que lui ont adressées les savants vétillieux de Perpignan, lui inspirent bientôt la rédaction de *La Vénus d'Ille*, dans laquelle le personnage, orgueilleux jusqu'à la fatuité, de M. de Peyrehorade, ressemble fort au double romanesque de Pierre Puiggari.

Le désir qu'ont les érudits roussillonnais de faire entendre leur voix dans un monde de la culture nationale, dominé par la capitale et ses hommes de lettres, ne s'épuise pas dans l'invocation des merveilles du patrimoine local, et dans la prétention d'en être reconnus les gardiens légitimes. Il provoque aussi des flambées déclamatoires en faveur de la « décentralisation intellectuelle ». En 1836, *Le Publicateur* exhorte ses abonnés à s'enrôler dans le grand mouvement de libération intellectuelle en gestation dans les villes méridionales, dont les intelligences n'entendent plus suivre aveuglément les mots d'ordre parisiens. « Chaque ville du Midi travaille à une émancipation intellectuelle ; nous ne resterons pas en arrière. Il serait honteux à ceux qui donnèrent les premiers poètes à la France, aux habitants du Midi, d'attendre toujours, pour nous livrer à la louange ou à la critique, une formule signée de Paris. »³⁸ Ces esprits frondeurs se trouvent un chef de file en la personne d'Auguste de Labouisse-Rochefort. Notable légitimiste de Castelnaudary, contempteur radical de la centralisation politique et intellectuelle, il appelle de ses vœux, dans son *Manifeste pour la décentralisation intellectuelle*, dont *Le Publicateur* fait un résumé élogieux en 1837, un partage du pouvoir spirituel à l'échelle nationale, qui permettrait de purger le pays des influences délétères d'une pensée parisienne infectée par les idées révolutionnaires. « Paris a hautement usurpé le pouvoir souverain [...]. Il s'y est établi une dictature intellectuelle insolente et bizarre qui dicte au reste de la France les arrêts les plus ridicules, les plus inouïs, les plus velches, les plus ineptes [...]. Les émancipateurs de pensée veulent laisser à chacun ses opinions, fussent-elles ce qu'à Paris on appelle *rétrogrades*, ou fussent-elles stationnaires. Ce qu'ils veulent [...], c'est

38 *Le Publicateur*, dans *Le Publicateur*, 2 janvier 1836, p. 1.

le partage des travaux artistiques et de la diffusion des lumières dans toutes les Provinces, non de ces fausses lumières venues de Paris et qui ne sont autre chose que les torches du fanatisme politique, du crime et de la démence, mais celles qui éclairent l'homme sur ses devoirs, et qui le rendent meilleur, parce qu'elles le rendent plus religieux [...]. »³⁹ La posture contre-révolutionnaire de Labouïsse n'effarouche pas les têtes libérales peuplant la société savante perpignanaise, qui lui réservent un chaleureux accueil lors de sa visite à Perpignan. L'orléanisme, à cette date, s'est déjà raidi en un conservatisme que l'attentat de Fieschi n'a fait que renforcer. Mais plutôt que d'une convergence entre branches monarchistes rivales sur le terrain de la peur sociale, les accointances que se découvrent les érudits roussillonnais avec le penseur de Castelnaudary ressortent de cette aspiration profonde à rééquilibrer les rapports de force intellectuels à l'échelle nationale, et à obtenir une reconnaissance dont ils s'estiment injustement privés. La revendication, du reste, survit à la succession des régimes. Léopold Capin, professeur au Collège de Perpignan et chroniqueur du très bonapartiste *Echo du Roussillon*, ne dit pas autre chose que Labouïsse en 1864 ; il faut décentraliser la France. Comme trente ans auparavant, il voit dans les publications régionales et dans le réseau des sociétés savantes les meilleurs instruments pour fédérer les énergies des régions françaises. « Osons vivre par nous-mêmes, et s'il se trouve un homme qui ait l'idée généreuse de vouloir éveiller cette vie qui dort en nous, ne le repoussons pas [...]. La publication nouvelle fait un appel à tous ceux, qui, se sentant épris d'un véritable amour pour les arts ou les sciences, ne croient pas qu'un ouvrage doive porter le nom de Paris à son exergue, pour être bon, et avoir chance de vie. »⁴⁰

Nostalgie forale

La détestation que voue Labouïsse aux départements, et sa nostalgie des provinces ne sont pas pour effrayer les Roussillonnais non plus. Leur patrie n'a pas eu trop à souffrir du découpage administratif de 1790. Le département des Pyrénées-Orientales a intégré dans ses limites la totalité des terres catalanes de France, en y ajoutant la parcelle occitane du Fenouillèdes. Pourtant, sans que la question d'un retour aux institutions d'Ancien Régime occupe une place centrale dans les préoccupations des élites roussillonnaises, celles-ci aiment à se remémorer, jusqu'au milieu du siècle au moins, les belles années où Perpignan était capitale, et possédait son université et sa cour souveraine. La mélancolie

39 P. Puig, *Mon manifeste sur la décentralisation intellectuelle, pour émanciper les provinces de la tyrannique tutelle de Paris. P.M. de Labouïsse-Rochefort*, dans *Le Publicateur*, 14 mars 1837, pp. 33-34.

40 C..., *Littérature*, dans *Le Cep roussillonnais*, 7 août 1864.

prend une forme argumentée et polémique dans les opuscules de l'avocat Antoine Jaubert-Campagne. Jaubert-Campagne ne peut être suspecté des mêmes loyautés que Labouïsse, c'est un libéral qui embrassera le parti bonapartiste à la fin de la seconde République. Sa fierté, dans son *Essai sur les anciennes institutions municipales de Perpignan* de 1833, est de présenter la législation médiévale de la cité roussillonnaise comme l'un des premiers succès du principe de liberté en Europe. « Tout à la fois œuvre du souverain et de l'universalité des habitants, elle ne fut imposée ni par le despotisme du pouvoir absolu, ni par l'ambition, l'intrigue ou l'esprit de parti, au peuple dont elle devait être la loi première. Par tous, elle fut déposée dans le berceau de la commune, pour garantir toujours son existence politique, pour la protéger contre l'arbitraire du pouvoir, les égarements de la multitude et les injures du tems, comme le gage de son long avenir, et la source de sa prospérité. »⁴¹ Inscrivant l'histoire locale dans la grande lignée historiographique qu'ont illustrée depuis plus d'une décennie Augustin Thierry ou François Guizot, il explique que cette législation pionnière a prédestiné le Roussillon à s'unir à la France, flambeau de la liberté en Europe. Et c'est au nom des bienfaits qu'elle a jadis fait pleuvoir sur les Roussillonnais, quand le régime de centralisation instauré depuis est oppressif et stérile, qu'il incite ses compatriotes à exiger « [...] par des voies légales et parlementaires [...], des droits dont notre chartre et une possession plusieurs fois séculaire, attestent la légitimité. »⁴²

Quelques années plus tard, en 1851, c'est un chroniqueur du *Journal*, P. Tastu, qui prend le relais de Jaubert-Campagne. En liminaire d'une série d'articles consacrés à la langue catalane, il formule une vive critique du processus de centralisation administrative en marche depuis l'Ancien Régime, qui, accentué par la Révolution, a coûté au Roussillon la vitalité que reflétait sa florissante capitale. « Le despotisme niveleur de Louis XIV et de Louis XV lui enlève la meilleure part de cette liberté dont il était fier à si juste titre. Dépouillé en 1793 des quelques privilèges qui lui restaient il ne présente plus qu'une de ces villes du quatrième ou cinquième rang sans physionomie particulière. »⁴³ Les repoussoirs symétriques que constituent, dans l'argumentaire de Tastu, la monarchie de droit divin et la Convention, signalent le penseur libéral, nouvelle preuve que les théories décentralisatrices n'appartiennent pas au seul secteur légitimiste en Roussillon, où la départementalisation est associée au déclin économique et culturel du pays. Pour recruter largement, le parti décentralisateur n'en affiche pas moins des faiblesses, que trahissent l'expression très ponctuelle de ses vues dans l'espace

41 Antoine Jaubert-Campagne, *Essai sur les anciennes institutions municipales de Perpignan*, Perpignan, Alzine, 1833, p. 17.

42 Antoine Jaubert-Campagne, *Essai sur les anciennes institutions...*ouv. cit, p.87.

43 P. Tastu, *Notices sur Perpignan*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 27 septembre 1851.

public roussillonnais, et le flou des solutions qu'il propose pour soigner la France de sa congestion administrative. C'est que le débat sur l'organisation territoriale a été écrasé par l'argument massif de l'abandon des privilèges provinciaux sur l'autel de l'intérêt général, que les libéraux français restent, pour la plupart, timides sur ces questions, que les institutions départementales ont commencé de fonctionner, et d'acquérir une valeur d'usage en même temps qu'une légitimité⁴⁴.

POUR FINIR SUR UN COUP DE CANON

Au lendemain de la bataille de Sadowa, un bruit de bottes se fait entendre sur les rives du Rhin, qui parvient jusqu'aux oreilles des intellectuels roussillonnais. Après un demi-siècle passé à se plaindre des fourberies britanniques, ils vont, suivant le mouvement de l'opinion française, tourner leurs angoisses vers la menace prussienne. Dès 1867, Triquéra, notre instituteur, annonce ce mouvement dans une lettre publiée par le *Journal des Pyrénées-Orientales*. Adressée au président de la Société Agricole, elle lui fait part de son intention d'offrir au petit musée de l'association un vieux boulet tiré par les armées de Louis XIII sur les fortifications de Collioure. Un objet qui a le double avantage de rappeler une page heureuse de l'histoire du pays, sa conquête par la monarchie française, et de faire savoir aux Prussiens de quel bois les Français des frontières se chaufferaient si d'aventure ils s'en prenaient à eux. « Cette relique [...] évoqu[e] un souvenir qui se rattache à l'œuvre grandiose de l'unité française, et particulièrement à notre nationalité, dont nous, Roussillonnais, sommes aussi fiers et aussi jaloux, que les alsaciens et les flamands ; c'est une bombe de Louis XIII. Ce terrible engin de destruction a pour moi le précieux avantage de nous avoir fait beaucoup de bien, sans avoir fait de mal à personne ; le cas est assez rare pour le citer. Si j'en trouvais encore un pareil, j'en ferais volontiers hommage à M. de Bismarck ; ce maître diplomate, à la foi prussique, pourrait en tirer peut-être d'utiles enseignements. »⁴⁵

Triquéra, attendant de pied ferme les casques à pointes, nous rappelle, à la veille de la guerre de 1870, combien les élites roussillonnaises chérissent leur

44 Marie-Vic Ozouf-Marignier a fait l'histoire du débat qui a entouré la suppression des provinces durant la révolution, *La formation des départements. La représentation du territoire à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, EHESS, 1992. Pierre Rosavallon a expliqué la tentation « ilibérale » des libéraux français dans ses deux ouvrages, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, et surtout *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004.

45 Triquéra, *Feuilleton. Un chapitre de l'histoire de Collioure*, dans *Le Journal des Pyrénées-Orientales*, 20 novembre 1867.

patrie française. Depuis la Révolution, le sentiment national a fait son chemin sans accroc parmi les couches supérieures de ce bout de Catalogne. Il faut dire que l'appartenance à une puissance mondiale, dirigée par un Etat fort, stable politiquement et prospère économiquement, ne peut que séduire des hommes à qui l'Espagne renvoie l'image d'un pays convulsionnaire. On comprend d'autant mieux que les Catalans du Roussillon aient accepté de participer à ce projet national séduisant qu'il n'est alors aucun nationalisme alternatif à lui opposer. Le catalanisme politique naît à la toute fin du XIX^e siècle en Espagne. Jusqu'alors la bourgeoisie et les intellectuels catalans d'outre-Albères suivent un chemin parallèle à celui des Roussillonnais, en acceptant de bonne grâce leur nationalité espagnole, tout en conservant la fierté de leur identité et de leur culture propre.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, la trajectoire politique des deux territoires est similaire. N'ayant plus d'espoir de se détacher des ensembles étatiques dans lesquels ils sont intégrés, les Catalans en prennent leur parti. En Roussillon, la nationalité française est brandie comme un objet de fierté, notamment pour se distinguer des voisins espagnols, qui, à quelques pas de là, paraissent croupir dans un stade inférieur de la civilisation. Mais ce consentement, devenu adhésion, n'est pas un blanc seing donné à l'architecture administrative qu'imaginent les dirigeants des deux Etats, en suivant le modèle géométrique promu par la Révolution, ni une révérence à la hiérarchie culturelle qui se coule ce modèle politique. La domination exercée par les lettrés parisiens sur le champ intellectuel est mal vécue par les érudits de cette province ultime, qui vivent la littérature pittoresque comme un détournement de leur image et une négation de leurs compétences. Ils tentent de répliquer en exhibant tout le lustre de leur patrimoine et toute l'étendue de leur science, en militant pour la « décentralisation intellectuelle », en s'insérant dans un réseau de sociétés savantes dont ils voudraient faire un levier pour contester l'hégémonie culturelle de la capitale. Quant à la centralisation administrative, elle est moins critiquée en Catalogne française qu'en Catalogne espagnole, où elle donne lieu à mille récriminations au long du XIX^e siècle⁴⁶. Mais le Roussillon vit encore dans la nostalgie de ses privilèges, associés à un âge d'or où Perpignan rayonnait, illuminée par des institutions prestigieuses. Sur toute l'étendue du spectre politique on sent l'amertume d'avoir subi le nivellement départemental. Et si la plainte décentralisatrice ne prend pas en Roussillon le même tour systématique qu'en Catalogne, c'est qu'elle ne se greffe pas sur un souvenir aussi douloureux que celui de la suppression des *fors* de Catalogne par Philippe V, à l'issue de la guerre de Succession d'Espagne, et que le sujet est devenu un tabou politique après que la Révolution ait associé les privilèges provinciaux au spectre

46 On peut se faire une idée des différents emplois de la critique décentralisatrice dans la vie politique catalane en lisant l'ouvrage de Pere Anguera, *Els precedents del catalanisme. Catalanitat i anticentralisme 1808-1868*, Barcelona, Empúries, 2000.

du féodalisme, au point que le combat semble perdu d'avance⁴⁷.

Voilà le tableau que dessine ce parcours au sein du monde des érudits roussillonnais du premier XIX^e siècle et de leurs états d'âmes, une esquisse qui gagnerait à être confronté à d'autres études régionales. Il s'élabore, dans cette Catalogne française, une conscience tenant de ce que l'historien Josep Maria Fradera a appelé « double patriotisme », soit l'acceptation de l'identité nationale promue par les instances étatiques, sans que le sentiment particulier ne disparaisse⁴⁸. Plutôt que d'éliminer la conscience catalane, le sens du national s'est combiné avec elle pour constituer une identité mixte, articulant les deux niveaux, en laissant le primat à l'idée nationale française, la seule qui soit perçue dans sa dimension politique. Pour autant, cette hiérarchisation des identités ne doit pas faire accroire que les Roussillonnais se soient félicités de la manière dont le pouvoir central a imposé un cadre administratif uniforme sur les territoires qu'il contrôle. Ils se font une autre idée de ce que devrait être l'organisation administrative de la France, une organisation dont ils voudraient qu'elle laisse plus de liberté et de latitude aux provinces.

47 L'histoire de la prise de Barcelone par les troupes de Philippe V, le 11 septembre 1714, de sa mémoire, et de son usage politique a été faite par Joaquim Albareda, *La guerra de Successió i l'onze de setembre*, Barcelona, Empúries, 2000.

48 On verra notamment son recueil d'articles *Cultura nacional en una societat dividida*, Barcelona, Curial, 1992.